



Lyon, le 25 mars 2025

Budget de la Métropole de Lyon : la majorité vote “pour” relayer les coupes du gouvernement, à l’encontre des 1 200 agents en grève

Lundi 17 mars, 600 agents étaient rassemblés devant le siège de la Métropole de Lyon où les élus étaient réunis pour examiner le budget 2025. Il y avait officiellement 1 207 grévistes : une mobilisation inédite touchant la quasi-totalité des services, à l’appel de l’intersyndicale dans l’unité UNSA/UNICAT, Ufict-CGT, CFDT, CFTC, SNT-CFE-CGC, FA, SUD-CT et FO.

Leur première revendication : que tous les postes soient pourvus, donc l’arrêt des gels et suppressions de postes. Un départ sur deux n’est plus remplacé ! Cette politique a des effets dramatiques, comme l’a expliqué une infirmière de la PMI (protection maternelle et infantile) en grève avec ses collègues : « *Dans notre service à Villeurbanne, un poste est gelé depuis plusieurs mois. Nous ne pouvons plus suivre correctement toutes les familles, aller dans les écoles, faire tout ce qu’il faut...* »

Les agents exigent aussi l’harmonisation des primes, l’augmentation des ratios d’avancement, l’amélioration des conditions de travail...

Que leur a répondu la majorité Écologistes-PS-PC-LFI qui dirige la Métropole ?

Son président **Bruno Bernard (Les Écologistes)**, pointant les « *60 millions d’euros* » qui manquent du fait des coupes de l’État, a justifié « *des choix difficiles mais que nous assumons en toute responsabilité* » :

- **22 millions d’euros “d’économies”** sur le dos des agents avec **375 postes supprimés** ;
- **3,3 millions d’euros en moins** dans la dotation des **collèges** ;
- **3,2 millions d’euros en moins** pour les structures de la **culture** ;
- bien d’autres baisses de budget (revenus de solidarité, enseignement supérieur...) ;
- et toujours des **moyens très insuffisants** pour garantir un **hébergement** à tous ceux qui y ont droit !

Encore une fois, ce sont les agents et la population qui doivent payer !

Pourtant la Métropole de Lyon dispose d’un budget considérable de 3,9 milliards d’euros, avec 9 500 agents — quand la Ville de Lyon dispose d’à peine un milliard d’euros, avec 8 000 agents.

Avec cet argent, la Métropole garantit chaque année aux prestataires privés (BTP, sociétés de parking, Keolis/RATP, etc.) des marchés publics et délégations de service de centaines de millions d’euros... et de juteux profits. Mais selon la majorité à sa tête, il n’y aurait pas d’autre choix que de relayer les coupes du gouvernement Macron-Bayrou et de faire payer l’austérité à ses agents et à la population !

Le budget a ainsi été adopté par 82 voix “pour” et 65 “contre”. Il a reçu le soutien de tous les groupes de la majorité « de gauche » : “écologistes” (59), “socialistes” (9), “communistes” (6), “voix commune” (4) et “insoumis” (4) - hormis les 2 abstentions du groupe “Métropole en commun” de Nathalie Perrin-Gilbert. Écoutons-les s’expliquer :

- Défendant son budget, **Bruno Bernard** juge « *normal que les collectivités fassent un effort. (...) Tout le sujet est d’arriver à diminuer nos dépenses de fonctionnement.* » Il répond donc aux agents : « *Nous*

ne pourrons pas aller plus loin » que les 17 millions d'euros qu'il a dû concéder dans "l'agenda social" ... et plus que repris depuis, via les 22 millions d'économies sur les postes !

• **Laurent Legendre (LFI)** affirme : « nous sommes favorable à la grève des agents » et ironise sur « l'accomplissement du budget Sarkozy : ne pas remplacer une partie des départs à la retraite »... avant de conclure « néanmoins nous serons solidaires de ce budget » !

• **Renaud Payre (Voix commune)** dénonce « la facture » imposée par l'État aux collectivités qui « avoisine les 7 milliards d'euros »... mais les estime « garantes de la stabilité » et soutient le budget.

• **Pierre-Alain Millet (PCF)** explique que « sur la plupart des politiques, il faut serrer les boulons, demander aux services de réussir à faire autant - ou presque autant - avec un peu moins, parfois à aller moins vite, à prioriser », justifiant ainsi le soutien de son groupe à des « baisses (...) significatives mais décidées par chaque vice-président, en toute responsabilité, avec les directions concernées. »

• **Jean-Michel Longueval (PS)** fait la leçon à « nos syndicats » qui « devraient s'en prendre » plutôt « au gouvernement » et se félicite d'avoir « travaillé en collaboration avec toutes les structures impactées par ces baisses ».

Déclarer son opposition aux coupes du gouvernement tout en acceptant de les relayer au sein des collectivités qu'on dirige, cela n'est pas de nature à aider le combat des travailleurs contre Macron, bien au contraire ! Cela va-t-il se répéter pour le vote du budget de la Ville de Lyon ce 27 mars ?

Unité pour imposer une politique de rupture avec Macron !

Il faudra bien que la population et les agents puissent - et le plus tôt sera le mieux - s'appuyer sur des élus qui refusent de relayer cette politique, des élus qui refusent d'alimenter les crédits de guerre et de couper dans les services publics et la protection sociale. C'est sur cette base que le Parti des travailleurs propose de se rassembler dans l'unité pour constituer des listes aux prochaines élections locales en 2026 qui combattent « pour rompre avec Macron, pour les besoins de la population ! »

Reste que plus que jamais, c'est **par leur propre mobilisation dans l'unité** que les agents et la population imposeront la satisfaction de leurs revendications. Ainsi c'est par leur grève massive et dans l'unité, durant 5 mois, que les pompiers du Rhône ont arraché une première augmentation de 2,5 millions d'euros de la dotation de la Métropole au SDMIS.

Après la grève du 17 mars, les syndicats de la Métropole annoncent dans un communiqué commun un « acte 2 » de leur mobilisation. En organisant la grève dans l'unité, en listant leurs revendications précises, service par service, les agents de la Métropole peuvent eux aussi imposer des reculs.

Annulation de toutes les coupes dans les budgets de nos services publics !

Les milliards pour les revendications des agents et pour les besoins de la population, pas pour la guerre !

Organisons ce combat ! Venez échanger avec les participants au meeting internationaliste contre la guerre impérialiste globale du 21 mars :

Mercredi 26 mars à partir de 18h15

au Petit Café Rose (1^{er} étage - 80 rue de Marseille, Lyon 7e)

Adhérez au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Courriel et/ou téléphone : _____

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs, BP 31, 93105 Montreuil Cedex.

Accédez au site du
Parti des travailleurs
en flashant le QR Code

